

L'avenir du Parti socialiste au centre des enjeux de la primaire à gauche

La bataille pour la direction du PS de l'après-2017 a commencé. Beaucoup refusent de donner les clés du parti à Manuel Valls ou à Arnaud Montebourg.

LE MONDE | 12.12.2016 à 11h21 | Par [Bastien Bonnefous](#) et [Cédric Pietralunga](#)

Bienvenue au nouveau congrès du [Parti socialiste](#)... Au-delà des discours officiels des uns et des autres, aucun candidat du PS à la primaire organisée les 22 et 29 janvier 2017 ne croit réellement dans les chances de la gauche de l'emporter à la présidentielle. Résultat, le scrutin ressemble de plus en plus à un pré-congrès pour [décider](#) de qui mettra la main sur Solférino après 2017.

La candidature de Vincent Peillon, encore impensable il y a deux semaines, illustre parfaitement cet état des [lieux](#). L'abandon surprise de [François Hollande](#) a créé un grand vide dans l'appareil socialiste, avec un double risque que beaucoup au PS refusent de prendre : [donner](#) les clés du parti à [Manuel Valls](#) ou à Arnaud Montebourg, deux responsables qui, par leurs parcours respectifs, n'ont jamais incarné le point de rencontre de ses équilibres internes.

M. Peillon espère [représenter](#) ce [centre](#) de gravité, longtemps occupé au cours des dernières décennies par les amis de Lionel Jospin ou de M. Hollande.

« Les militants et les élus ont peur du vide. Pour l'instant, Valls capte une partie de cette inquiétude, mais Peillon, une fois identifié comme candidat, pourrait [rassembler](#) largement, notamment dans les grandes fédérations », pronostique un vieil élu du PS.

Dans ce paysage où rien ne semble écrit, tous les candidats estiment [avoir](#) une chance de l'emporter. Benoît Hamon se rêve désormais en « Fillon de gauche » pour s'imposer face au duel annoncé entre M. Valls et M. Montebourg. Mais cette place enviée pourrait lui [être](#) ravie au fil de la campagne par M. Peillon. Quant à l'ex-ministre du redressement productif, il juge être le seul capable de rassembler au-delà du PS une fois la primaire passée.

« Rien n'est fermé »

M. Valls a mesuré le danger. Après la défection du chef de l'Etat, l'ancien premier ministre comptait s'imposer en candidat naturel de la majorité. Mais en quittant Matignon, il est redevenu un socialiste parmi d'autres et le vieil appareil du PS, qui l'a toujours regardé avec méfiance, pourrait être tenté de [régler](#) ses comptes avec lui.

Alors que sa campagne peine encore à se [positionner](#), M. Valls prend donc soin de s'afficher en « *challenger* » de la primaire. Pas question pour lui d'apparaître comme le favori, malgré les sondages, sept semaines avant le vote, instruit en la matière par la défaite d'Alain Juppé à la primaire de la droite fin novembre.

Signe de ce « tout sauf Valls » qui se dessine, Ségolène Royal a pris, dimanche 11 décembre, ses distances avec l'ancien chef du gouvernement. « *Ce n'est un secret pour personne que j'ai eu des divergences* » avec lui, a indiqué sur C8 la ministre de l'[environnement](#). Avec Bernard Cazeneuve premier ministre, « *je ne suis pas sûre qu'on aurait eu le 49.3 sur la [loi travail](#)* », a-t-elle ajouté.

A l'inverse, M^{me} Royal s'est montrée attentive à l'aventure tentée par Emmanuel Macron. « *Je pense qu'il fait un effort pour [redéfinir](#) l'avenir (...). Il amène de l'air à la vie [politique](#)* », a jugé l'ancienne candidate à la présidentielle. Quant à [savoir](#) si elle pourrait le [soutenir](#) lors de la campagne, « *rien n'est fermé*, a-t-elle répondu. *Je ne sais pas encore. Je n'ai pas décidé ni comment, ni de quelle façon j'interviendrai* ».

Batailles internes des socialistes

En refusant, comme [Jean-Luc Mélenchon](#), de [participer](#) à la primaire, l'ancien banquier fait le même calcul [politique](#) que le représentant du mouvement La [France insoumise](#) : [profiter](#) d'un possible rejet par l'opinion des batailles internes des socialistes pour [prendre](#) le leadership de la gauche. M. Macron espère en [tirer](#) bénéfice en se positionnant au centre gauche, M. Mélenchon à la gauche du PS.

En attendant que la primaire livre son verdict, M. Macron accélère, au risque de ne plus être rattrapé par ses adversaires. Samedi 10 décembre, il a réuni plusieurs milliers de personnes lors d'un meeting à [Paris](#), le plus important depuis le lancement de son mouvement En marche ! en avril. S'il refuse de [présenter](#) un programme en bonne et due forme, lui préférant une « *vision* », l'ex-ministre a tout de même distillé des propositions, comme celle de [transformer](#) le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'[emploi](#) (CICE) en allègement de charges pérenne, une mesure réclamée de longue date par le patronat.

Mais M. Macron a également assuré que les 35 heures resteraient la durée légale du temps de [travail](#) s'il était élu. De même, plus question de [toucher](#) au salaire minimum, qu'il disait il y a encore quelques semaines [vouloir moduler](#) pour les plus jeunes, ce qui avait créé une polémique. [Gauchir](#) son discours pour profiter du désarroi des socialistes, une stratégie que ne renierait sans doute pas l'ex-mentor de M. Macron, un certain François Hollande.